

## Au Journal officiel du 30 mars au 5 avril 2019

08/04/2019

### Au Journal officiel du 30 mars au 5 avril 2019

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 30 mars 2019 :

- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant **partie législative du Code de la commande publique (rectificatif)** ;
- Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 relatif au **repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante** . – *Modification du Code du travail et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2019-252 du 27 mars 2019 relatif aux **conditions de délivrance de la contrainte par Pôle emploi pour le remboursement des allocations de chômage par l'employeur à la suite d'un jugement prud'homal** . – *Modification du Code du travail et du Code de l'organisation judiciaire ;*
- Décret n° 2019-253 du 27 mars 2019 relatif aux **procédures d'urgence et aux mesures concernant les jeunes âgés de moins de 18 ans qui peuvent être mises en œuvre par l'inspection du travail** . – *Modification du Code du travail.*

#### Au JO du 31 mars 2019 :

- Décret n° 2019-257 du 29 mars 2019 relatif aux **officiers publics ou ministériels** . – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2019-258 du 29 mars 2019 relatif à la **prévention des maladies vectorielles** . – *Modification du Code de la santé publique. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et au 1<sup>er</sup> janvier 2023 (cf. art. 5) ;*
- Décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant **modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du Code de la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019 (cf. art. 3) ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 portant **l'annexe préliminaire du Code de la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019 (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 fixant la **liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique. – Abrogation de l'arrêté du 25 mai 2016. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019 (cf. art. 9) ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 fixant les **modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde** . – *Modification du Code de la commande publique. – Abrogation de l'arrêté du 27 juillet 2018. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019 (cf. art. 7) ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif aux **fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs** . – *Modification du Code de la commande publique. – Abrogation de l'arrêté du 14 avril 2017. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019 (cf. art. 8) ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif aux **exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique. – Abrogation de l'arrêté du 27 juillet 2018. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019 (cf. art. 13) ;*

- Arrêté du 22 mars 2019 fixant la **liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 29 mars 2016*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 10)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif aux **modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 5 mai 2011*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 10)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la **signature électronique des contrats de la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 12 avril 2018*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 11)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 fixant les **modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 3 janvier 2005*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 4)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif au **certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 28 août 2006*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 7)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif aux **données essentielles dans la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 14 avril 2017*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 13)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif au **fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 12 avril 2017* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif au **recensement économique de la commande publique** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 21 juillet 2011*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 10)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif aux **comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de plusieurs textes non codifiés*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 7)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 fixant le **modèle d'avis pour la passation des marchés et des accords-cadres de défense ou de sécurité** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 8 mars 2012*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 6)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les **modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 21 décembre 1993*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 5)* ;
- Arrêté du 22 mars 2019 fixant le **modèle d'avis pour la passation des contrats de concession** . – *Modification du Code de la commande publique*. – *Abrogation de l'arrêté du 21 mars 2016*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2019 (cf. art. 6)* ;
- Arrêté du 6 mars 2019 pris en **application de l'article R. 543-240 du Code de l'environnement relatif à la liste des biens meubles et leurs composants et en application de l'article R. 543-254 du Code de l'environnement relatif à la procédure d'enregistrement et de déclaration des données de la filière des déchets d'éléments d'ameublement** . – *Abrogation de l'arrêté du 5 août 2013* ;

- Arrêté du 26 mars 2019 **modifiant l'arrêté du 9 mars 2010 relatif au tarif de cession des produits sanguins labiles** . – *Modification de l'arrêté du 9 mars 2010.*

#### Au JO du 3 avril 2019 :

- Décret n° 2019-264 du 2 avril 2019 pris pour **l'application de l'ordonnance n° 2019-76 du 6 février 2019 portant diverses mesures relatives à l'entrée, au séjour, aux droits sociaux et à l'activité professionnelle, applicables en cas d'absence d'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne** . – *Ce texte entre en vigueur à la date du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord fondé sur l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 13) ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Conseil d'État, avis n° 426472 du 27 mars 2019** : Code de justice administrative, article R. 421-1.

#### Au JO du 4 avril 2019 :

- Décret n° 2019-265 du 3 avril 2019 relatif à la **détermination en France des droits sociaux des personnes ayant effectué des périodes d'assurance ou des périodes d'emploi accomplies au titre de la législation britannique et à l'exercice de la profession d'avocat en cas d'absence d'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne** . – *Modification du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991. – Ce texte entre en vigueur à la date du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord fondé sur l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2019-268 du 2 avril 2019 portant **diverses mesures d'amélioration du recouvrement des indus par les organismes de sécurité sociale** . – *Modification du Code de la sécurité sociale, du Code de l'action sociale et des familles et du Code de la construction et de l'habitation.*

#### Au JO du 5 avril 2019 :

- Décret n° 2019-271 du 3 avril 2019 relatif aux **modalités de versement de la quote-part du droit annuel de francisation et de navigation aux éco-organismes agréés qui opèrent dans le cadre de la filière définie à l'article L. 541-10-10 du Code de l'environnement pour la gestion de la fin de vie des navires de plaisance ou de sport** ;
- Arrêté du 20 mars 2019 **modifiant l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée** . – *Modification de l'arrêté du 21 décembre 2005 ;*
- Arrêté du 27 mars 2019 **modifiant l'arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos** . – *Modification de l'arrêté du 14 mai 2007 ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 **fixant le montant du loyer-plafond mentionné au 6° de l'article L. 302-5 du Code de la construction et de l'habitation** .

#### La Rédaction législation